

# RAPPORT SEMESTRIEL

Situation au 30 juin 2021



## OFI FINANCIAL INVESTMENT - RS EURO CREDIT SHORT TERM

Sicav Obligations et autres titres de créances  
libellés en euro

### Commercialisateur

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

### Société de Gestion par délégation

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

### Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

### Gestion administrative et comptable

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

## Sommaire

Informations  
réglementaires

Situation financière  
au 30 juin 2021

## ORIENTATION DE GESTION

☒ Ce Compartiment promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

### Objectif de gestion

Le Compartiment a pour objectif de gestion de réaliser une performance supérieure à l'indice €STR capitalisé quotidiennement, sur la durée de placement recommandée par une exposition aux produits de taux en mettant en œuvre une approche ISR.

### Indicateur de référence

L'indicateur de référence auquel l'investisseur pourra comparer la performance de l'OPCVM est celle de l'€STR capitalisé. L'indice « €STR » (Euro Short-Term Rate) résulte de la moyenne pondérée des transactions au jour le jour dont le montant est supérieur à 1 million d'euros des prêts non garantis réalisées sur le marché monétaire par les établissements bancaires les plus actifs de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne à partir de données sur les transactions réelles fournies par un échantillon des banques les plus importantes de la zone euro et diffusé sur le site [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu). Son ticker Bloomberg est ESTRON Index.

La Banque Centrale Européenne, en tant qu'administrateur de l'indice €STR bénéficie de l'exemption de l'article 2.2 a) du Règlement Benchmark et à ce titre n'a pas à être inscrite sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

### Stratégie de gestion

Le portefeuille est construit et géré sur la base d'une analyse quantitative et qualitative de l'univers d'investissement, afin d'intégrer au Compartiment les valeurs jugées en adéquation avec les objectifs et contraintes de gestion.

Le Compartiment a pour objectif de tirer parti :

- de l'évolution des taux courts en période de changement de cycle monétaire ; Il s'agira pour les gérants de piloter activement la sensibilité du Compartiment. Ainsi dans le cas où le scénario des gérants privilégie une hausse des taux, la sensibilité du Compartiment sera réduite de façon à diminuer l'impact de la hausse attendue sur la valeur liquidative. Inversement lorsque le scénario anticipe une baisse des taux la sensibilité sera augmentée afin de bénéficier de l'appréciation des titres à taux fixe.

La sensibilité du Compartiment évoluera dans une fourchette allant de 0 à 2

- d'une gestion active des émetteurs entrant dans la composition du portefeuille. L'évolution des spreads de crédit (marges de crédit existant entre les titres émis par des entités privées et ceux émis par des Etats) aura un impact important sur l'évolution de la valeur liquidative. Le choix des émetteurs sur lesquels le Compartiment est investi entre donc pour une part importante dans la construction de la performance attendue. La sélection des émetteurs individuels fait appel à l'expertise combinée des analystes crédit d'OFI AM (analyse fondamentale) et des gérants crédit (analyse de marché), ainsi qu'à une analyse quantitative afin de sélectionner les émetteurs en adéquation avec les contraintes de gestion et offrant le meilleur potentiel d'appréciation. Il convient de noter qu'il n'y a pas d'investissement sur les émetteurs souverains.

Dans le cadre de sa gestion, le gérant sélectionnera des titres dont la maturité est de maximum trois ans. Ces stratégies pourront être mises en œuvre simultanément dans le Compartiment.

Le gérant complète, concomitamment à l'analyse financière, son étude par l'analyse de critères extra financiers afin de privilégier une sélection « Investissement Socialement Responsable » (ISR) des sociétés en portefeuille. L'analyse ou la notation extra-financière réalisée porte au minimum sur 90% des titres en portefeuille (en pourcentage de l'actif net du FCP hors liquidités).

Au sein de l'univers d'investissement du Fonds retenu par la Société de Gestion, l'équipe de recherche ISR réalise une analyse détaillée des enjeux environnementaux et sociaux spécifiques à chaque secteur d'activités ainsi que des enjeux de gouvernance.

Cette étude est réalisée en prenant en compte des éléments Environnementaux, Sociétaux et de Gouvernance, c'est-à-dire :

- Dimension Environnementale : impact direct ou indirect de l'activité de l'émetteur sur l'environnement : changements climatiques, ressources naturelles, financement de projets, rejets toxiques, produits verts ;
- Dimension Sociétale : impact direct ou indirect de l'activité de l'émetteur sur les parties prenantes : salariés, clients, fournisseurs et société civile, par référence à des valeurs universelles (notamment : droits humains, normes internationales du travail, impact environnementaux, lutte contre la corruption...) Capital Humain, Chaîne d'approvisionnement, Produits et services ;
- Dimension de Gouvernance : ensemble des processus, réglementations, lois et institutions influant la manière dont la société est dirigée, administrée et contrôlée, Structure de la Gouvernance, Comportement sur les marchés.

L'équipe d'analyse ISR définit un référentiel sectoriel des enjeux clés (Environnement, Social, Gouvernance listés ci-dessus), en sélectionnant pour chaque secteur d'activité les enjeux ESG les plus importants pour ce secteur. A partir du référentiel sectoriel d'enjeux clés, une note ESG est calculée par émetteur qui comprend d'une part les notes des enjeux clés Environnementaux et Sociaux (E et S) et d'autre part les enjeux de Gouvernance (G).

Les enjeux de gouvernance comprennent une pondération fixe de 30% pour le gouvernement d'entreprise et une pondération variable de 10% à 40% reflétant le niveau de risque induit par le comportement des dirigeants et de l'entreprise. Ce niveau varie selon les secteurs d'activités. La pondération globale des enjeux E et S est ensuite déterminée. La pondération des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance est spécifique à chaque secteur d'activités. Cette note ESG est calculée sur 10.

Ces notes peuvent faire l'objet : d'éventuels malus liés à des controverses non encore intégrées dans les notations des enjeux clés et d'éventuels bonus ou malus attribués par l'analyste en charge du secteur en cas de divergence sur l'appréciation d'un enjeu par l'agence de notation.

Sont exclus de l'univers d'investissement les 20% représentant les émetteurs les plus en retard dans la gestion des enjeux ESG (catégorie ISR « Sous Surveillance » (Scores Best In Class calculés par notre Pôle ISR)).

Le Compartiment adhère au Code de Transparence AFG EuroSif pour les OPC ISR ouverts au public, et est disponible sur le site internet [www.ofi-am.fr](http://www.ofi-am.fr).

L'analyse ESG des pratiques des entreprises est réalisée à l'aide d'un outil propriétaire dédié permettant d'automatiser le traitement quantitatif des données ESG, combiné à une analyse qualitative du pôle ISR (données provenant essentiellement d'agences de notation ESG mais également d'agences spécialisées). Il existe un risque que, ponctuellement, notre approche ne soit pas efficiente et que la note finale attribuée à un émetteur par le pôle ISR de la Société de Gestion diffère de celle proposée par un tiers.

Par ailleurs, la sélection d'OPC ISR externes à la Société de Gestion peut générer une absence de cohérence dans la mesure où les fonds sélectionnés peuvent a priori mettre en place des approches ESG différentes et indépendantes les unes des autres.

Le Compartiment pourra investir jusqu'à 110 % maximum de son actif en titres de créances, obligations et instruments du marché monétaire. Il s'agit principalement d'obligations et de titres de créances négociables, y compris obligations convertibles (dans une limite de 10 % de l'actif du Compartiment), listés sur un marché réglementé d'un pays de l'OCDE (la zone prépondérante d'investissement restant la zone Euro) libellés en euro et émis par des entreprises privées ou publiques.

Les titres acquis en portefeuille, ou à défaut leurs émetteurs, doivent être notés « Investment Grade » selon la politique de notation mise en place par la Société de Gestion. Cette politique de notation des titres de créance prévoit une règle unique en matière d'attribution de notation long terme des titres obligataires. En application de cette politique, une notation est déterminée en fonction des notes attribuées par une ou des agences reconnues et de celle issue des analyses de l'équipe d'Analyse Crédit de la Société de Gestion. En cas de dégradation en catégorie "non investment grade" de la notation d'un titre attribuée selon la politique de notation retenue, le gérant aura la possibilité de conserver le portefeuille en l'état sous réserve d'un accord de l'analyse crédit ou du risk management, sinon il devra prendre toute action corrective pour respecter à nouveau ses

engagements de composition du portefeuille dans un délai maximum de trois mois. Le Compartiment pourra détenir des titres "non investment grade" (selon la notation des agences ou l'analyse interne de la Société de Gestion ou qui ne bénéficient d'aucune notation) dans la limite globale de 10% de son actif net.

Le Compartiment peut intervenir sur les marchés financiers à terme réglementés français ou étrangers (contrats futures et options) et effectuer des opérations de gré à gré (swap, caps et floors, options, et forward) dans le cadre de son objectif de gestion. Le Compartiment pourra investir également en instruments du marché monétaire (dont 10% maximum de l'actif en euro commercial paper) dans le cadre du placement de la trésorerie.

Pour les taux d'intérêt, les gérants pourront utiliser les instruments financiers à terme négociés de gré à gré ou sur un marché réglementé aussi bien pour des besoins de couverture, que pour des besoins d'exposition. Pour les changes, les gérants pourront utiliser les instruments dérivés (swaps, forward, options ou contrats) pour des besoins de couverture du risque de devise. Les gérants pourront également recourir à l'achat ou à la vente d'instruments financiers à terme répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit (credit default swap) définis par les conventions-cadre de place française (FBF) ou internationale (ISDA).

L'exposition du Compartiment aux dérivés de crédit ne pourra excéder 100% de l'actif net.

Le Compartiment peut être exposé dans des proportions minoritaires aux obligations convertibles lorsque ces dernières offrent des opportunités plus attractives que les obligations sus citées. Généralement, la sensibilité action, au moment de l'acquisition de ces obligations convertibles, est négligeable mais l'évolution des marchés peut faire apparaître une sensibilité action résiduelle.

### Profil des risques

Le Compartiment sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le Compartiment est un OPCVM classé « Obligations et autres titres de créances libellés en euro », et par conséquent, l'investisseur est principalement exposé aux risques suivants :

#### Risque de perte en capital :

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué, le Compartiment ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

#### Risque de taux :

Le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de valeur liquidative du Compartiment. La sensibilité du Compartiment peut varier entre 0 et 2.

#### Risque crédit :

Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur qui aura un impact négatif sur le cours du titre et donc sur la valeur liquidative du Compartiment. L'utilisation de dérivés de crédit peut accroître ce risque.

#### Risque d'engagement :

Le Compartiment peut utiliser des produits dérivés en complément des titres en portefeuille avec un engagement global de 200% maximum de l'actif. En cas d'évolution défavorable des marchés, la valeur liquidative du Compartiment pourrait connaître une baisse plus significative.

#### Risque lié à l'investissement dans des obligations convertibles :

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêts, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du Compartiment. Si les actions sous-jacentes des obligations convertibles et assimilées, les actions détenues en direct dans le portefeuille ou les indices, auxquels le portefeuille est exposé baissent, la valeur liquidative pourra baisser. Le risque actions demeure accessoire dans ce Compartiment.

#### Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Compartiment d'instruments financiers à terme, de gré à gré. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Compartiment à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement.

#### Risque de durabilité :

Les risques de durabilité sont principalement liés aux événements climatiques résultant de changements liés au climat (appelés risques physiques), de la capacité de réponse des sociétés au changement climatique (appelés risques de transition) et pouvant résulter sur des pertes non anticipées affectant les investissements du FCP et ses performances financières. Les événements sociaux (inégalités, relations de travail, investissement dans le capital humain, prévention des accidents, changement dans le comportement des consommateurs etc.) ou les lacunes de gouvernance (violation récurrente et significative des accords internationaux, corruption, qualité et sécurité des produits et pratiques de vente) peuvent aussi se traduire en risques de durabilité.

Et accessoirement :

#### Risque de change :

Le risque de change est dû aux investissements dans une autre devise que l'euro, il demeure accessoire dans ce Compartiment.

#### Risque d'actions :

Il s'agit du risque de variation des cours des actions auxquelles le portefeuille est exposé. Le Compartiment peut s'exposer dans des proportions minoritaires aux obligations convertibles lorsque ces dernières permettent d'offrir des opportunités plus attractives que les obligations sus citées. Principalement, la sensibilité action, au moment de l'acquisition de ces obligations convertibles est négligeable, mais l'évolution des marchés peut faire apparaître une sensibilité action résiduelle.

#### Risque de Haut Rendement (« High Yield à caractère spéculatif ») :

Il s'agit du risque de crédit s'appliquant aux titres dits « Spéculatifs » qui présentent des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Ils offrent en compensation des niveaux de rendement plus élevés. En cas de dégradation de la notation, la valeur liquidative du Compartiment baissera.

#### Risque lié aux obligations contingentes :

Les « Cocos » sont des titres hybrides émis par des institutions financières (banques, assurances, ...) permettant l'absorption des pertes lorsque le capital réglementaire de ces dernières tombe en dessous un certain seuil défini à l'avance (ou trigger) ou est jugé insuffisant par le régulateur de ces institutions financières. Dans le premier cas, on parle de déclenchement mécanique, et dans le second cas, il s'agit d'un déclenchement discrétionnaire du mécanisme d'absorption par le régulateur. Le trigger, spécifié dans le prospectus à l'émission, correspond au niveau des capitaux à partir duquel l'absorption des pertes est mécaniquement déclenchée. Cette absorption des pertes se matérialise soit par conversion en actions, soit par réduction du nominal (partielle ou totale).

Les principaux risques spécifiques liés à l'utilisation des Cocos sont les risques de :

- Déclenchement du mécanisme d'absorption des pertes : il entraîne soit la conversion des cocos en actions (« equity conversion »), soit la réduction partielle ou totale du nominal (« write down ») ;
- Non-paiement des coupons : le paiement des coupons est à la discrétion de l'émetteur (mais avec l'accord préalable systématique du régulateur) et le non-paiement des coupons ne constitue pas un défaut de la part de l'émetteur ;
- Non-remboursement en date de call : les Cocos AT1 sont des obligations perpétuelles mais remboursables à certaines dates (dates de call) à la discrétion de l'émetteur (avec l'accord de son régulateur). Le non-remboursement en date de call entraîne une augmentation de la maturité de l'obligation et a donc un effet négatif sur le prix de cette dernière. Il expose aussi l'investisseur au risque de ne jamais être remboursé ;
- Structure du capital : en cas de faillite de l'émetteur, le détenteur de la Coco sera remboursé qu'après le remboursement intégral des détenteurs d'obligations non subordonnées. Dans certains cas (Coco avec write-down permanent par exemple), le détenteur de la Coco pourra subir une perte plus importante que les actionnaires ;

- **Valorisation** : compte tenu de la complexité de ces instruments, leur évaluation en vue d'un investissement ou postérieurement nécessite une expertise spécifique. L'absence de données sur l'émetteur régulièrement observables et la possibilité d'une intervention discrétionnaire de l'autorité de régulation de l'émetteur peuvent remettre en cause l'évaluation de ces instruments ;
- **Liquidité** : les fourchettes de négociation peuvent être importantes en situation de stress. Et dans certains scénarios, il est possible de ne pas trouver de contreparties de négociation.

### CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DU SEMESTRE EN COURS

Les changements intervenus au cours du semestre en cours ont été les suivants :

**A compter du 12/02/2021**, pour les actions I, le montant minimum des souscriptions initiales est passé à 500 000€. Pour les actions R et RF, le montant minimum des souscriptions initiales a été ramené à Néant contre 1 part précédemment.

**A compter du 09/03/2021**, le prospectus est en conformité avec la Réglementation SFDR. Sensible modification de la dimension ISR, le cut des titres sous surveillance est désormais à 20% et non plus à 15%.

**A compter du 01/04/2021**, changement d'indicateur de référence au profit de l'€STR capitalisé au lieu de l'EONIA capitalisé. Modification de la formule de calcul de la commission de surperformance pour les actions I qui devient égale à 20% TTC de la performance par rapport à la meilleure performance entre l'indice €STR capitalisé quotidiennement + 25 bps et zéro (0)%.

### CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DU SEMESTRE PRECEDENT

A compter du 30/09/2020, le SRRI est passé à 2 contre 1 précédemment.

### CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

### INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Sur la période du 31/12/2020 au 30/06/2021, OFI FINANCIAL INVESTMENT - RS EURO CREDIT SHORT TERM n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

## État du patrimoine

Eléments de l'état du patrimoine	Montant à l'arrêté périodique
Titres financiers éligibles mentionnés au 1° du I de l'article L. 214-20 du code monétaire et financier	338 283 813,31
Avoirs bancaires	3 592 790,35
Autres actifs détenus par l'OPC	19 833 146,71
Total des actifs détenus par l'OPC	361 709 750,37
Comptes financiers	-
Instruments financiers et Dettes	-782 444,68
Total des passifs	-782 444,68
<b>Valeur nette d'inventaire</b>	<b>360 927 305,69</b>

## Evolution de l'actif net

	30/06/2021	31/12/2020	31/12/2019 <sup>(1)</sup>	29/03/2019	29/03/2018	31/03/2017
<b>ACTIF NET</b>						
en EUR	360 927 305,69	387 543 077,83	445 074 207,50	454 648 219,42	482 856 546,38	350 572 656,97
<b>Nombre de titres</b>						
Catégorie d'actions I	3 214 468,7682	3 491 179,5078	4 009 214,1473	4 106 689,9204	4 343 526,4302	3 119 393,7699
Catégorie d'actions R	71 823,2118	36 212,7332	41 465,3471	38 375,2350	266,0000	-
Catégorie d'actions RF	1 076,6072	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	-
Catégorie d'actions GIC	1,0000	1,0000	-	-	-	-
Catégorie d'actions N-D	-	-	-	-	52 199,8687	83 054,3476
<b>Valeur liquidative unitaire</b>						
Catégorie d'actions I en EUR	110,02	109,97	109,98	109,78	109,96	109,71
Catégorie d'actions R en EUR	99,53	99,62	99,41	99,40	99,86 <sup>(2)</sup>	-
Catégorie d'actions RF en EUR	100,86	100,92	100,28	99,90	99,96 <sup>(3)</sup>	-
Catégorie d'actions GIC en EUR	101,84	101,71 <sup>(4)</sup>	-	-	-	-
Catégorie d'actions N-D en EUR	-	-	-	- <sup>(5)</sup>	99,69	100,09 <sup>(6)</sup>
<b>Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)</b>						
en EUR	-	-	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)</b>						
Catégorie d'actions N-D						
en EUR	-	-	-	-	2,84	0,78
Date de distribution	-	-	-	-	25/07/2018	17/08/2017
<b>Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)</b>						
Catégorie d'actions I en EUR	-	-	-	-	-	-
Catégorie d'actions R en EUR	-	-	-	-	-	-
Catégorie d'actions RF en EUR	-	-	-	-	-	-
Catégorie d'actions GIC en EUR	-	-	-	-	-	-
Catégorie d'actions N-D en EUR	-	-	-	-	-	-
<b>Capitalisation unitaire</b>						
Catégorie d'actions I en EUR	-	-1,66	-0,25	0,24	0,03	-0,07
Catégorie d'actions R en EUR	-	-1,27	-0,40	-0,20	0,08	-
Catégorie d'actions RF en EUR	-	-0,85	-0,17	0,41	0,19	-
Catégorie d'actions GIC en EUR	-	-0,99	-	-	-	-
Catégorie d'actions N-D en EUR	-	-	-	-	-2,66	-0,77

(1) Du fait de sa transformation en compartiment, exercice exceptionnel de 9 mois

(2) La catégorie de parts R a été créée le 20/06/2017 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(3) La catégorie de parts RF a été créée le 12/03/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,02.

(4) La catégorie d'actions GIC a été créée le 13/03/2020 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(5) La catégorie de parts N-D a été supprimée le 15/03/2019.

(6) La catégorie de parts N-D a été créée le 03/01/2017 avec une valeur nominale de EUR 100.

## Portefeuille titres

Eléments du portefeuille titres	Pourcentage	
	Actif net	Total des actifs
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article L. 422-1 du code monétaire et financier	93,73	93,52
Actions	-	-
Obligations	86,80	86,61
A2A SPA 3.625% 13/01/2022	0,86	0,86
ABN AMRO BANK NV 7.125% 06/07/2022	1,36	1,36
ACCOR SA 3.625% 17/09/2023	0,40	0,39
ACHMEA BANK NV 1.125% 25/04/2022	0,98	0,98
ADIDAS AG 1.25% 08/10/2021	1,12	1,12
ALD SA 0% 23/02/2024	1,52	1,52
AMADUES IT GROUP SA VAR 18/03/2022	3,05	3,04
AREVA SA 3.125% 20/03/2023	0,50	0,49
ASF 5.625% 04/07/2022	0,62	0,62
ATOS SE 0.75% 07/05/2022	1,03	1,03
BALL CORP 4.375% 15/12/2023	0,40	0,40
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG 1.125% 28/02/2024	1,15	1,15
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG FRN 09/03/2023	1,12	1,11
BANCO SANTANDER SA 1.375% 09/02/2022	1,41	1,41
BANCO SANTANDER SA FRN 28/03/2023	0,56	0,56
BMW FINANCE 2.65% 17/01/2024	1,05	1,05
BNP PARIBAS 1.125% 10/10/2023	2,01	2,01
BPCE SA 0.875% 31/01/2024	1,43	1,42
BPCE SA 1.125% 18/01/2023	1,14	1,13
BRITISH TELECOMMUNICATIO 0.875% 26/09/2023	0,34	0,34
BUREAU VERITAS SA 1.25% 07/09/2023	2,38	2,37
CAIXABANK SA 1.125% 12/01/2023	1,99	1,98
CAP GEMINI 2.5% 01/07/2023	0,44	0,43
CAPGEMINI SA 0.5% 09/11/2021	0,28	0,28
CAPGEMINI SE 1.25% 15/04/2022	0,56	0,56
CIE DE SAINT GOBAIN 1.75% 03/04/2023	0,75	0,75
CNH INDUSTRIAL FIN EUR S 2.875% 17/05/2023	0,88	0,88
CNP ASSURANCES 1.875% 20/10/2022	1,27	1,26
COCA COLA EUROPEAN PARTNERS PLC 0.75% 24/02/2022	1,00	1,00
COMMERZBANK AG 0.5% 13/09/2023	0,56	0,56
COMMERZBANK AG 1.25% 23/10/2023	0,43	0,43
COMMERZBANK AG 1.5% 21/09/2022	0,57	0,57
CREDIT AGRICOLE FRN 20/04/2022	0,39	0,39
CRITERIA CAIXAHOLDING 1.625% 21/04/2022	1,10	1,10
DASSAULT SYSTEMES 0% 16/09/2022	0,56	0,56
DOMETIC GROUP AB 3% 13/09/2023	0,39	0,39
ECP FINANCE BV 1.875% 29/09/2023	1,76	1,76
ELIS SA 1.875% 15/02/2023	0,37	0,37
ENAGAS FINANCIERES SA 2.5% 11/04/2022	0,57	0,57
FCA BANK SPA IRELAND 0.125% 16/11/2023	1,39	1,39
FCA BANK SPA IRELAND 0.625% 24/11/2022	0,56	0,56

## Portefeuille titres (suite)

Éléments du portefeuille titres	Pourcentage	
	Actif net	Total des actifs
FRESENIUS FIN IRELAND PL 0.875% /01/2022	0,56	0,56
GOLDMAN SACHS GROUP INC 2% 27/07/2023	2,06	2,06
IMERYS SA 0.875% 31/03/2022	0,56	0,56
ING GROEP 0.75% 09/03/2022	1,20	1,20
INTESA SANPAOLO SPA 0.875% 27/06/2022	1,12	1,12
INTESA SANPAOLO SPA 1.375% 18/01/2024	1,16	1,15
KLEPIERRE 1% 17/04/2023	0,08	0,08
LEASEPLAN CORPORATION NV 0.75% 03/10/2022	1,13	1,13
LLOYDS BANK GROUP PLC VAR 15/01/2024	1,69	1,68
LOXAM SAS 3.5% 03/05/2023	0,28	0,28
MANPOWERGROUP 1.875% 11/09/2022	1,76	1,76
MEDIOBANCA SPA 0.625% 27/09/2022	2,25	2,25
METROVACESA SA 2.375% 23/05/2022	1,13	1,13
MPT OPER PARTINERSP / FINL 4% 19/08/2022	0,59	0,59
NATIONWIDE BLDG SOCIETY 1.125% 03/06/2022	1,41	1,40
NN GROUP NV 0.875% 13/01/2023	0,52	0,52
NN GROUP NV 1% 18/03/2022	1,38	1,37
OMV AG 0.75% 04/12/2023	0,46	0,45
ORANGE SA 0.5% 15/01/2022	0,56	0,56
PRYSMIAN SPA 2.5% 11/04/2022	0,62	0,62
PSA BANQUE FRANCE 0.5% 12/04/2022	1,40	1,39
PSA BANQUE FRANCE 0.625% 10/10/2022	1,41	1,40
RCI BANQUE SA 1.00% 17/05/2023	1,41	1,41
RENAUL SA 1% 08/03/2023	0,28	0,28
ROYAL BANK OF SCOTLAND VAR 08/03/2023	1,70	1,69
ROYAL BK OF SCOTLAND PLC 0.625% 02/03/2022	0,42	0,42
SAIPEM FINANCE INTL BV 2.75% 05/04/2022	0,57	0,57
SANTANDER CONSUMER BANK 0.75% 17/10/2022	0,28	0,28
SCA HYGIENE AB 0.625% 28/03/2022	1,12	1,11
SIG COMBIBLOC PURCHASER 1.875% 18/06/2023	0,29	0,29
SOCIETE GENERALE 0.5% 13/01/2023	1,74	1,74
SOCIETE GENERALE 1% 01/04/2022	0,51	0,50
SOFTBANK GROUP CORP 4.00% 20/04/2023	0,38	0,38
SYDBANK AS 1.25% 04/02/2022	0,44	0,43
TELECOM ITALIA SPA 2.5% 19/07/2023	0,44	0,44
TERNA SPA 0.875% 02/02/2022	0,28	0,28
THYSSENKRUPP AG 1.375% 03/03/2022	0,28	0,28
TLG IMMOBILEN AG 0.375% 23/09/2022	1,40	1,39
TOTAL CAP 3.125% 16/09/2022	0,59	0,59
UBISOFT ENTERTAINMENT SA 1.289% 30/01/2023	2,01	2,01
UNIBAIL RODAMCO 1.375% 17/10/2022	0,88	0,88
UNICREDIT SPA 1% 18/01/2023	2,60	2,60
VOLVO TREASURY AB 0% 11/02/2023	0,45	0,45
VOLVO TREASURY AB 0.1% 24/05/2022	1,76	1,76
VONOVIA FINANCE BV 0.125% 06/04/2023	1,39	1,39



## Portefeuille titres (suite)

Éléments du portefeuille titres	Pourcentage	
	Actif net	Total des actifs
VONOVIA FINANCE BV 0.875% 03/07/2023	0,09	0,09
WENDEL SA 1.00% 20/04/2023	1,93	1,92
Titres de créances	6,93	6,91
ITM ENTREPRISES ZCP 06/09/2021	1,39	1,38
L OCCITANE INTERNAT ZCP 17/08/2021	1,39	1,38
ORPEA SA ZCP 19/08/2021	1,39	1,38
STEF ZCP 22/09/2021	1,39	1,38
VICAT ZCP 06/07/2021	0,83	0,83
VICAT ZCP 16/08/2021	0,55	0,55
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la négociation sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu, ouvert au public et dont le siège est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un pays tiers ou négociés sur un autre marché d'un pays tiers, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, pour autant que cette bourse ou ce marché ne figure pas sur une liste établie par l'Autorité des marchés financiers ou que le choix de cette bourse ou de ce marché soit prévu par la loi ou par le règlement ou les statuts de l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les titres financiers nouvellement émis mentionnés au 4° du I de l'article R. 214-11 du code monétaire et financier	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les autres actifs : Il s'agit des actifs mentionnés au II de l'article R. 214-11 du code monétaire et financier	2,16	2,16
OPC à capital variable	2,16	2,16
OFI RS LIQUIDITES	2,16	2,16
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-

**Indication des mouvements intervenus dans la composition du portefeuille titres,  
au cours de la période de référence**

Eléments du portefeuille titres	Mouvements (en montant)	
	Acquisitions	Cessions
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article L. 422-1 du code monétaire et financier	151 365 128,41	180 948 919,11
Actions	-	-
Obligations	93 354 006,10	132 948 919,11
Titres de créances	58 011 122,31	48 000 000,00
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la négociation sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu, ouvert au public et dont le siège est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les titres financiers éligibles et des instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un pays tiers ou négociés sur un autre marché d'un pays tiers, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, pour autant que cette bourse ou ce marché ne figure pas sur une liste établie par l'Autorité des marchés financiers ou que le choix de cette bourse ou de ce marché soit prévu par la loi ou par le règlement ou les statuts de l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les titres financiers nouvellement émis mentionnés au 4° du I de l'article R. 214-11 du code monétaire et financier	-	-
Actions	-	-
Obligations	-	-
Titres de créances	-	-
Les autres actifs : Il s'agit des actifs mentionnés au II de l'article R. 214-11 du code monétaire et financier	93 759 915,25	99 129 492,02
OPC à capital variable	93 759 915,25	99 129 492,02